

Benkirane à l'Iscae

# «Retraite: La réforme contre vents et marées»

• Le chef de gouvernement est prêt à en supporter le coût politique

• L'autre grand défi, réduire l'endettement

• Aux étudiants, il conseille l'entrepreneuriat

«**M**AINTEANT vous savez pour qui il faut voter». C'est entre autres conclusions que le Chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane a clôturé sa prestation devant les étudiants de l'Institut supérieur de commerce et d'administration des entreprises (Iscae). Benkirane, qui était l'invité de l'Institut pour faire part du «bilan et perspectives des réformes économiques de son gouvernement», a surfé, comme

d'habitude, sur sa double casquette de Chef de gouvernement et de secrétaire général du Parti justice et développement (PJD). Pourtant, le débat a été cadré dès le départ par des questions pertinentes. Quel bilan à mi-parcours de la mise en application de la nouvelle Constitution? Les chantiers lancés dans les domaines de l'amélioration du climat des affaires, de la compétitivité de l'entreprise, et le redressement de la situation sociale? Quid des plans sectoriels, des défis à relever en termes des équilibres fondamentaux et de la balance courante de paiement? Autant de questions pour lesquelles l'assistance, on ne peut plus nombreuse, voulait des indications précises.



*Un véritable «bain étudiant» que celui de la sortie de Benkirane à l'Institut supérieur de commerce et d'administration des entreprises. Durant près de trois heures, le chef du gouvernement a jonglé avec ses responsabilités au parti et celles à la tête de l'équipe ministérielle (Ph. Jarfi)*

Des détails que Benkirane a distillé non moins avec menues précisions sur certains dossiers à polémique (Compensation, retraites) tout en restant vague sur d'autres. A ses yeux, le plus important est «d'impacter positivement la marche de la nation». C'est dans ce cadre d'ailleurs que le

prix du baril se confirme, ce dernier montant ne peut être atteint, espère Benkirane.

Mais la réforme de la Compensation sera poursuivie. Sans vouloir donner de précisions sur les produits ciblés, le chef du gouvernement cite le cas du sucre qui pèse lourd sur le budget de l'Etat. «La subvention

C'est dans ce cadre d'ailleres que le chef du gouvernement place la réforme de la Compensation que ses prédécesseurs «n'ont pas eu le courage de lancer». Ceci, malgré le coût impopulaire des décisions sur le pouvoir d'achat des populations. Pour enfoncer davantage le clou, Benkirane rappelle le contexte économique de la prise des commandes par son équipe en

lourd sur le budget de l'Etat. «La subvention destinée à ce produit s'élève à 5 milliards de DH, soit le coût de 5 Centres hospitaliers universitaires», s'exclame Benkirane.

Autre chantier «qui sera mené contre vents et marées», la réforme du système de retraite. A commencer par la Caisse marocaine des retraites. Et pour cause ! Le statu quo est mortel. Ou injecter à terme,

## Climat des affaires

«L'EXCEPTION marocaine est reconnue partout dans le monde», une phrase qui revient comme un leitmotiv dans la bouche de Benkirane. Même le printemps arabe a été «marocanisé» grâce au discours royal du 9 mars. «De ce fait, le Maroc ne cesse de gravir les échelons chez les agences internationales de notation. Et l'image est garante de la confiance des investisseurs étrangers. Mais son amélioration et son ancrage encore plus fort viendrait de la réforme de la justice. Ceci est aussi valable pour les investisseurs nationaux. Selon le chef du gouvernement, des capitaux colossaux sont gelés actuellement, faute d'une meilleure visibilité quant aux arbitrages des tribunaux en cas de litiges. □

janvier 2012. Un déficit budgétaire de 7,1% du PIB, de 9,5% de la balance courante des paiements et des avoirs extérieurs couvrant à peine 4 mois d'importation. D'où le recours à l'endettement qui frise actuellement les 65% du PIB. Aujourd'hui, le grand défi est de ramener ce seuil à 60% du PIB, voire moins. C'est la voie salutaire pour redonner confiance aux investisseurs étrangers.

Sur le chapitre de la Compensation, le soutien à l'énergie plombait également le budget de l'Etat. En 2012, il représentait l'équivalent de 57 milliards de DH, soit le quart des recettes de l'Etat (fiscalité et produits de monopoles réunis). Dès la mise en place de la compensation partielle, ce montant a été ramené à 47 milliards de DH en 2013 et devrait s'établir à 35 milliards cette année pour atteindre 22,9 milliards de DH en 2015. Et si la tendance à la baisse des

l'équivalent de 120 milliards de DH ou mener la réforme selon le scénario retenu : prolongation progressive de l'âge de départ, hausse de 8 points à parité entre salariés et employeurs et révision à la baisse de la pension. Mais le chef du gouvernement ne se hardie pas à décliner un timing ni encore un plan de restructuration globale du système. A quoi appellent les syndicats qui dénoncent le scénario comme «triangle maudit». (Voir également article page 11). En attendant, le chef de gouvernement conseille aux étudiants de monter leurs propres affaires, loin de l'administration publique. □

A. G.

*Pour réagir à cet article :*  
[courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)